

Débat sur une Europe en pleine crise existentielle

- ▶ Certains parlent de « polycrise » au sein de l'Union.
- ▶ Des enjeux qui sont au cœur du sommet européen, mais aussi des Journées de Bruxelles coorganisées par « Le Soir ».
- ▶ Deux jours de débats à Bozar, rehaussés par la présence du Roi.
- ▶ Emmanuel Macron sera là pour présenter sa vision, qu'il nous livre dans une interview.

La Wallonie, qui bloque seule contre tous l'accord UE-Canada suscite l'étonnement et l'incompréhension dans le reste de l'UE. Mais comme d'autres événements récents qui ont touché l'UE, l'épisode « wallon » du Ceta en rajoute aux questions qui structurent l'actuel débat sur la « crise de l'Europe ».

1 La question posée par le Brexit : le retour à la souveraineté, meilleure protection contre les aléas de la mondialisation ? Beaucoup d'éléments, de fond et de circonstances, ont contribué à la décision (d'une moitié) du Royaume-Uni de quitter l'Union. Mais la principale est l'attachement existentiel des Britanniques à leur souveraineté nationale. Or, dans un monde globalisé dont les règles et les pratiques sont façonnées par les grands blocs, l'Europe ne constitue un bloc que dans la mesure où ses Etats membres acceptent de partager leurs souverainetés et d'en déléguer leur exercice à une entité commune. Et l'appartenance à ce

bloc implique, notamment, l'acceptation d'un socle de principes de base : comme les quatre libertés de circuler, dont le libre mouvement des personnes, devenu pour les Britanniques synonyme d'une migration intérieure devenue intolérable. Le Royaume-Uni saura-t-il mieux profiter seul des opportunités et se défendre des effets moins agréables d'un monde globalisé ? Et s'il s'avère que la réponse est positive, cela remettrait-il en question la raison même pour l'Europe de s'être unie ? C'est le défi existentiel posé par le Brexit aux 27 autres Etats membres.

2 Europe, combien de vitesses ? Pour l'unité la plus large ou une cohésion plus forte avec moins de membres ? Le Brexit a relancé la question d'un bond en avant de l'intégration européenne, promue de longue date par des fédéralistes. Selon eux, les Etats qui veulent faire plus ensemble doivent aller de l'avant, tandis que les autres resteraient dans un second cercle moins intégré. Face à eux s'est matérialisé ces derniers mois un puissant courant constitué de pragmatiques qui considèrent que dans la période mouvementée actuelle, l'unité des 27 est une priorité suprême. C'est la ligne de la chancelière allemande, soutenue par Jean-Claude Juncker, deux dirigeants pourtant favorables à l'intégration européenne. Pour eux, tout vaut mieux aujourd'hui qu'approfondir les inquiétantes lignes de fracture apparues entre différents blocs de l'UE, notamment entre « l'Ouest » et le groupe de Visegrad (Europe centrale).

3 Plus d'efficacité ou plus de démocratie ? C'est la question posée par la résistance du village gaulois, pardon wallon, à l'accord UE-Canada. Depuis des années, le « déficit démocratique

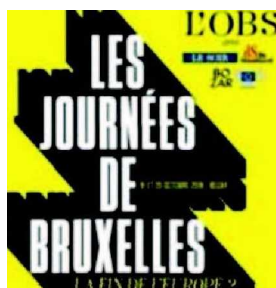
de l'UE est devenu l'un des principaux arguments des « euroréalistes » contre les transferts de souveraineté souhaités

par les fédéralistes au nom d'une plus grande efficacité dans la prise de décision européenne. La Wallonie entend aujourd'hui contre elle l'hallali, car elle use de cette démocratie pour refuser son assentiment au Ceta. Le problème ? Tout le monde plaide parfois la démocratie et parfois l'efficacité, mais pas au même moment. Forcément : les deux ne sont pas toujours conciliables...

4 Les valeurs démocratiques en danger. Alors que la cohésion européenne est mise à l'épreuve par les événements, les coups de boutoir portés contre l'état de droit et les valeurs démocratiques semblent minimisés par des dirigeants européens. Viktor Orban a déjà altéré l'état de droit et la démocratie en Hongrie il y a quelques années. Jaroslaw Kaczynski est en train de faire de même en Pologne. Et au Royaume-Uni - censé quitter l'UE, mais est-ce une raison pour s'en laver les mains ? - la nouvelle Première ministre entretient la polarisation de sa société, endossant un discours et une politique xénophobes dignes des partis populistes. Les normes s'estompent, les partis de gouvernement sont contaminés par les discours de leurs concurrents populistes, des Etats membres posent les jalons de « modèles nationaux » de démocratie qui inspireront d'autres populistes arrivés au pouvoir à inventer les leurs... Après l'ère de l'extension démocratique de l'Europe par les élargissements, l'ère du grignotage antidémocratique interne ? C'est le facteur de crise dont on parle le moins. Ce n'est certainement pas le moins dangereux. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

PROGRAMME



Mercredi 19 octobre

15h « L'Europe face aux menaces. » Avec : Gilles Kepel, politologue spécialiste de l'islam, et Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne.

Le roi Philippe sera présent à ce rendez-vous et entamera une discussion avec les jeunes universitaires après le débat sur les questions européennes.

16h15 Rencontre avec l'écrivain et journaliste algérien Kamel Daoud.

17h « Comment donner un avenir à l'Europe ? » Avec Margrethe Vestager, commissaire européenne à la Concurrence, Emmanuel Macron, ex-ministre français de l'Economie et Carlos Moedas, Commissaire européenne à la Recherche et l'Innovation.

Jeu 20 octobre

9h30 « Comment parler du terrorisme ? » Avec, notamment, Gilles de Kerchove (coordinateur belge pour la lutte contre le terrorisme).

14h « Les migrants font-ils perdre les élections ? »

15h30 « Réinventer la politique. »

Programme complet et inscription : www.nouvelobs.com/journees-bruxelles

Emmanuel Macron « L'Union, ce n'est pas un menu à la carte. Il faut la refonder »

Emmanuel Macron

Tour à tour haut fonctionnaire, banquier d'affaires et homme politique français, Emmanuel Macron aligne déjà, à presque 39 ans - il est né à Amiens le 21 décembre 1977 - un CV impressionnant. Enarque, inspecteur des finances, il est banquier d'affaires chez Rothschild & C*, avant d'être nommé secrétaire général adjoint de la présidence de la République auprès de François Hollande de 2012 à 2014. Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique dans le gouvernement Manuel Valls II en août 2014, il fonde le mouvement « En marche ! » en avril 2016, puis démissionne de ses fonctions de ministre en août de la même année.

ENTRETIEN

PARIS

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Quel avenir pour l'Europe ? C'est la question qui sera posée ce mercredi après-midi sur la scène de Bozar, à l'invitation du *Soir*, de *L'Obs* et du *Standaard*, à Emmanuel Macron, l'homme qui fait tanguer la France, Margrethe Vestager, la femme la plus puissante d'Europe et au commissaire à la Recherche Carlos Moedas. Nous avons rencontré l'ex-ministre français de l'Économie et des Finances dans son QG à l'ambiance start-up, au 14^e étage de la Tour Montparnasse. Celui dont toute la France attend l'annonce de la candidature à la présidentielle, débarque dans le Bruxelles européen, après avoir bouclé la troisième étape de sa « Marche » à Montpellier.

C'est la fin de l'Europe, comme le disent les « Journées de Bruxelles » ?

C'est la fin d'une période de l'Europe et de notre construction européenne. L'Union européenne est d'abord une création

politique inédite. C'est la première fois qu'on a réussi à construire ce socle et à avoir une période de paix aussi durable. Il faut le préserver car c'est notre trésor. Ensuite, l'Europe s'est construite sur trois promesses - la paix, la liberté et la prospérité - qui depuis dix ans se sont fracassées sur le fait que l'Europe n'a pas su construire une réponse aux crises contemporaines, ni une adhésion des peuples alors qu'en même temps, les dirigeants européens nationaux se sont défaits sur elle bien souvent. De plus, on ne l'a pas laissée avancer, en raison de ce principe fou qui fait qu'un seul pays peut bloquer tous les autres. C'est aussi la fin de cette période où on a construit l'Europe dans des petits cercles d'experts... Cette méthode s'est fracassée sur les crises : les gouvernants ont réussi à gérer le court terme mais n'arrivent pas à reconstruire de nouvelles perspectives.

De leur faute ?

Non. Ils ne peuvent simplement pas le faire, confrontés à

« Il faut agir si on ne veut pas que ceux qui songent à détruire l'Europe y parviennent »

leurs propres impuissances et difficultés. Et donc on est à un moment de choix : soit laisser la désagrégation prendre le dessus, de sommet en sommet, soit essayer de dire comment

on refonde l'aventure européenne. L'Europe est à un tournant.

Au sommet de Bratislava, sur la pression des pays de l'Est, on est passé de l'Europe de la

solidarité qui réalloue les migrants entre tous, à la solidarité flexible où on essaye de les éviter. N'a-t-on pas déjà changé de paradigme ?

Vous avez raison. Des forces centrifuges ont pris le dessus parce que nous n'avons plus la force et la volonté de penser un projet commun et d'aller de l'avant. Bratislava fut un échec. Mais on ne peut pas être dans l'Europe, avoir les bénéfices d'un marché unique, avoir touché autant d'argent de la PAC ou des fonds structurels, et dans le même temps considérer qu'on n'a aucun devoir politique et aucune solidarité géopolitique à l'égard de l'Europe. L'Union européenne, ce n'est pas un menu à la carte. Ceux qui ont commencé sur un plan politique et bureaucratique à installer cette idée, ont commis une erreur sur le plan stratégique et moral. Pour le

Brexit, cela remonte à l'accord intergouvernemental de février qui a montré qu'un pays pouvait obtenir des concessions de tous les autres. Nous sommes donc à un moment de refondation et il faut agir si on ne veut pas que celles et ceux qui songent à détruire l'Europe y parviennent.

Les populistes promettent aux citoyens de récupérer le contrôle de leur destin en sortant de l'UE ?

Mais bien sûr, les gens entendent ces sirènes. La Grande-Bretagne est un laboratoire : va-t-elle mieux protéger son industrie sidérurgique face aux Chinois et aux Indiens en étant seule ? Se développera-t-elle mieux ainsi dans une économie numérique et mondialisée ? Je ne le crois pas.

Comment refonder ?

On doit inverser notre action et commencer par le politique : que veut-on faire ensemble ? Si les dirigeants hongrois ou polonais ne veulent plus faire politiquement l'Europe, qu'ils le disent, et on en tirera collectivement les conséquences. Cette refondation suppose donc d'abord un temps politique, où on revient sur deux erreurs très

profondes que nous avons commises : laisser aux ennemis de l'Europe les deux fondamentaux que sont la souveraineté et la démocratie.

La souveraineté d'abord, c'est la capacité à contrôler son destin. En France notamment, on a laissé beaucoup trop dire aux gens que la vraie maîtrise était nationale et que l'Europe n'était pas capable. Or les vrais souverainistes font une politique nationale ambitieuse sur les sujets qui dépendent de la nation et une politique européenne ambitieuse sur nos grands défis communs. Cette souveraineté européenne renouvelée - sur les sujets de la politique commerciale, de la concurrence, du numérique,

de l'environnement, des migrations ou du risque géopolitique -, suppose évidemment que l'Europe soit plus réactive. L'Europe a pris beaucoup trop de temps à réagir sur les migrants, sur la protection de son industrie. Ce n'est pas une fatalité : elle est ainsi en train de changer en matière de concurrence, et c'est l'hommage qu'il faut rendre à Margrethe Vestager, qui a transformé la manière qu'a l'Europe de réagir, ainsi que sa communication. De l'autre côté, il y a la démocratie : à faire avancer l'Europe en petits clubs et entre « gens autorisés » comme disait Coluche, on a toujours considéré que le peuple suivrait. Cette idée s'est fracassée en 2005 dans plusieurs pays, dont la France, et aujourd'hui sur le Brexit, pour les mêmes raisons. Le piège tendu à ceux qui aiment l'Europe aujourd'hui est d'avoir peur des peuples et des référendums. L'Europe serait faite entre gens de bonne compagnie et le peuple serait un risque qu'on ne voudrait pas prendre. Ce serait une profonde erreur.

Votre proposition concrète ?

Reprendre le temps du débat et recréer la confiance. Organiser une convention démocratique pendant six mois ou un an, dans les 27 pays de l'UE. Il faut réinterroger les gens sur ce qu'ils attendent, ce qui fonctionne ou pas, coordonner les débats nationaux et avoir à

l'issue de ce processus un texte stratégique d'une dizaine de pages. Il faut ainsi construire un projet politique commun, pas une somme illisible manipulée par tous, et le soumettre ensuite à la validation de tous

les Etats membres, par référendum dans les pays qui le souhaitent. Il faudra prendre nos responsabilités, à partir d'un principe simple très bien défini par Sylvie Goulard et Mario Monti, qui suppose de changer

nos règles communes : les gens qui ne veulent pas avancer ne doivent pas empêcher les autres de le faire. Nul ne sait dire aujourd'hui quel peuple voudra avancer ou choisira le statu quo ; tout le monde aura sa chance et son mot à dire.

Vous ne misez pas sur les six pays fondateurs ?

Regardons où sont nos convergences de valeurs et de forces, n'excluons pas a priori. ■

Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX

les pistes « Nous devons être plus exigeants avec la Commission »

Comment rendre la prise de décision plus efficace en Europe ?

Nous avons affaibli la Commission en considérant que l'intergouvernemental était plus efficace - ce qui est faux -, mais on doit être plus exigeant avec la Commission, qui doit prendre conscience qu'elle est devant le défi du délitement de l'Europe. Jean-Claude Juncker en a conscience mais les réponses apportées ne sont pas encore à la hauteur car nous sortons d'une décennie d'affaiblissement des institutions communautaires.

Il a été déjugé sur sa réallocation des réfugiés...

Jean-Claude Juncker a pris la mesure du sujet et on a eu tort de ne pas le soutenir suffisamment, on n'a pas été assez courageux. Regardez Margrethe Vestager : elle a pris le taureau par les cornes. On doit aussi faire mieux sur les politiques commerciales : on met deux fois plus de temps que les Américains et on est cinq fois moins efficace en matière

d'antidumping ; la Commission a également commencé à bouger, mais certains Etats membres, Royaume-Uni en tête, avaient bloqué ces formes de la protection commerciale ! Il faut donner à la Commission les moyens de son ambition dans les politiques communes, et que la Commission s'en empare pleinement ! Il ne tient qu'aux commissaires de ne pas être simplement les porte-parole de leurs services. Aux Etats de lui apporter leur soutien et d'accepter qu'elle puisse jouer son rôle de moteur.

Par quel miracle ne seront-ils pas déjugés par les Etats membres ?

Par la crédibilité que la Commission construit elle-même. Je note que ceux qui dénoncent « l'Europe de Bruxelles » sont les premiers à saluer l'action de la commissaire Vestager contre le dumping fiscal et le soutien à l'économie qu'apporte la BCE : pourquoi l'Europe est efficace dans ces cas-là ? Parce qu'elle a des

pouvoirs forts et qu'elle les exerce sans faiblesse. Il nous faut une Commission audacieuse pour une Europe ambitieuse.

Il y a un problème Juncker ?

Non. J'ai dit qu'il était courageux. C'est un homme de conviction et de volonté. Des commissaires comme Margrethe Vestager ou Carlos Moedas exercent leurs mandats à plein et prennent toutes leurs responsabilités. J'ai un principe simple : il vaut mieux se faire déjuger et perdre des batailles que de ne pas les mener. Il y en a assez de ces responsables politiques, européens ou nationaux, qui se sont habitués à la politique du rond-de-cuir.

Vous êtes pour la révision du pacte de stabilité, responsable de l'austérité qui a créé le rejet de l'Europe ?

Je ne pense pas que ce soit cela l'essentiel. Le pacte me semble économiquement inadapté dans sa forme actuelle et il a donné le sentiment que la consolidation budgétaire consti-

tuait le principal horizon de l'Europe. La priorité n'est cependant pas de le remettre en cause mais de créer des flexibilités et des outils communs, comme un budget de la zone euro pour favoriser la relance de l'investissement en Europe, la conduite des réformes et le renforcement des droits sociaux. On a aussi besoin d'une convergence fiscale et sociale beaucoup plus forte en Europe et en particulier dans la zone euro. C'est cela, la mère des batailles et c'est ce sur quoi je travaille avec Jean Arthuis et Sylvie Goulard. ■

Propos recueillis par
B.Dx.

« Assez des responsables politiques habitués à la politique du rond-de-cuir ! »

SON MOUVEMENT

« Je fais les choses en bon ordre »

En Marche !

« On est en train de rendre compte du diagnostic fait dans le pays à travers des réunions publiques à Strasbourg, au Mans et à Montpellier. Nous avons 88.000 adhérents, nous sommes en train de nous organiser et nous allons construire début novembre ce plan de transformation autour d'une dizaine d'engagements très clairs, très fermes. » La candidature ? « Je fais les choses en bon ordre. Le chemin, c'est une bonne partie des clés de la réussite. On a un système médiatico-politique déboussolé, où on pense que lancer des propositions toutes les semaines en tous sens, y compris les plus ridicules, est une réponse et que la politique n'est qu'une comédie humaine qui se réduit à l'ambition personnelle. Je compose avec cette machine. Mais je veux tenir bon sur cette méthode et cette exigence politique, morale et intellectuelle. »

L'IDENTITÉ

« Chrétiens, Gaulois ? Non ! »

« Ceux qui voudraient (comme Sarkozy, NDLR) réduire notre identité à des racines judéo-chrétiennes ou gauloises, à ce qui a fait une partie seulement de l'histoire française, se trompent lourdement. (...) Il n'y a pas de fatalité à la faiblesse des démocrates. Il y a un anéantissement des consciences à des moments donnés. J'ai souvent comparé ce qu'on vit aujourd'hui à la période des années 30 : si nous n'y répondons pas avec la force nécessaire, si nous pensons que nous pouvons nous en accommoder, c'est intolérable. N'acceptons pas déjà le rapt moral et politique de celles et ceux qui prétendent être fidèles à leur histoire en ramenant les gens à ce qu'il y a de pire dans celle-ci. On est en 2016 n'oublions pas combien de gens sont morts en 1916 des horreurs et de la bêtise européennes. Ne retrouvons pas les tendances sombres de nos histoires. »



LE SOUTIEN

« Daniel m'aide, il travaille avec moi »

« Il ne m'appartient pas de dire si Daniel Cohn-Bendit me soutient ou pas, mais en tout cas, on travaille ensemble. C'est le plus important pour moi. C'est un homme libre. Ce qui m'importe surtout c'est qu'il m'aide, qu'il m'apporte ses convictions et me dise quand il est d'accord ou pas avec nos idées. C'est très important car c'est plus efficace que d'avoir quelqu'un qui est derrière vous sur la photo et dit "je le soutiens". Ce serait de la vieille politique. Daniel Cohn-Bendit a eu une très bonne idée : utiliser les postes des 73 députés britanniques pour faire une liste pan-européenne lors des prochaines élections européennes, c'est comme cela qu'on crée de la démocratie. »

